

6. Face à la dégradation des conditions de travail, quelles résistances collectives ?

Mardi 6 mars 2018 de 9.00 à 13.00

Espace Solidarité - rue de Namur 47 - 5000 Beez (Namur)

Face à aux méthodes de management brutales, face à la dégradation des conditions de travail et de vie de nombreux travailleurs, comment construire des résistances collectives ?

Alors que le monde du travail est confronté à une offensive sans précédent, il s'agit de se nourrir des pratiques que des salariés construisent collectivement pour faire face à l'arbitraire dont ils sont l'objet. Car les nouvelles formes d'organisation du travail n'arrivent pas à empêcher de nouvelles mobilisations. Même si elles s'avèrent difficiles à construire, elles sont riches d'enseignements.

Elles permettent de dégager les enjeux pour un syndicalisme qui entend pleinement combiner auto-défense des salariés sur leurs lieux de travail (entreprises, administrations publiques, etc.) et projet de transformation sociale.

Programme :

- | | |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9.00 | Accueil |
| 9.30 | Introduction générale |
| 9.40 | Témoignages de délégué-e-s et travailleur-se-s de différents secteurs |
| 10.45 | Pause |
| 11.00 | Le point de vue des intervenants :
Louis-Marie BARNIER , Sociologue du travail, membre du Conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic
Sophie BÉROUD , Maître de conférences de science politique - Université Lumière Lyon-2
Esteban MARTINEZ , Professeur de Sociologie - Université Libre de Bruxelles |
| 12.30 | Débat |
| 13.00 | Fin des travaux & lunch |

Inscriptions : cepag@cepag.be ou 081/26 51 56

Pourquoi des Etats généraux du Travail ?

La notion même de « travail » est actuellement questionnée, malmenée. Les travailleurs sont précarisés, considérés comme une variable d'ajustement au service des intérêts du néolibéralisme. Au nom de la flexibilité et du tout-au-profit, ils sont appelés à accepter n'importe quelles conditions s'ils veulent rester « compétitifs »... Au détriment de leur santé ou de leur vie privée.

Le salariat est détricoté : place aux contrats zéro heure, à l'intérim, aux *flexi-* et *bullshit jobs*, aux faux indépendants et autres auto-entrepreneurs... La révolution numérique est brandie comme une menace appelant les travailleurs à tout accepter pour sauver leur emploi. Quant aux chômeurs, ils sont appauvris, contrôlés et sanctionnés de toutes parts.

Face à ces évolutions, il est urgent de faire le point et de nous interroger sur les conséquences de l'évolution du travail à court, moyen et long terme sur les salariés, de définir les contours des conditions de travail aujourd'hui. Il s'agit également de dresser des perspectives au regard de l'évolution du monde du travail, des lois qui l'encadrent mais aussi de l'avenir des organisations syndicales.

Tout au long de notre réflexion, nous irons à l'encontre de l'idée, de plus en plus diffuse, que nous allons vers la dissolution, la mort du travail face à la technologie et la mondialisation. Nous remettrons en évidence l'importance du travail et tenterons de lui redonner ses lettres de noblesse !

Voilà toute l'ambition de ces Etats généraux du Travail que le CEPAG propose.

Pour ce faire, notre mouvement ne sera pas seul. Des partenaires - FGTB wallonne, GRESEA, ULB (département des sciences sociales et du travail), FAR, RWLP, RTA, ETUI - ont été invités à participer à ce processus de réflexion.

Prochains rendez-vous :

Lundi 23 avril 2018 : **Economie sociale et coopératives : perspectives pour les travailleurs ?**

Jeudi 4 octobre 2018 : **Clôture des Etats généraux du Travail**